

Les Suisses sont prêts à brider les multinationales

L'initiative pour des entreprises responsables pourrait faire un carton. Vers un contre-projet?

C'est un véritable plébiscite en faveur de l'initiative pour des multinationales responsables. Selon un sondage que nous révélons ce jeudi, 77% des Suisses seraient prêts à voter oui à ce texte qui exige que les entreprises ayant leur siège en Suisse respectent les normes environnementales et les droits humains partout où elles exercent leurs activités. Le score est quasi soviétique en Romandie, avec 91% d'opinions favorables.

Voilà qui fait le bonheur des partisans. D'autant plus que le sondage a été réalisé avant la déferlante des Paradise Papers. Ces révélations, qui jettent une lumière crue sur les pratiques discutables de certaines sociétés internationales, dont certaines ont leur siège en Suisse, pourraient renforcer encore la sympathie pour le texte.

Cette double pression populaire et médiatique poussera-t-elle les autorités politiques à réagir? Mi-septembre, le Conseil fédéral était encore très timoré. Il avait rejeté l'idée d'un contre-projet. Si elle reconnaissait que les buts poursuivis par l'initiative étaient justes, Simonetta Sommaruga estimait alors que les moyens d'y arriver n'étaient pas adéquats. Le Conseil fédéral craignait surtout qu'une réglementation trop sévère ne fasse fuir les entreprises dans d'autres pays moins pointilleux. Il préfère miser sur les mesures volontaires.

La balle est désormais dans le camp du parlement. Hasard du calendrier, c'est ce lundi que la Commission des affaires juridiques du Conseil des États doit justement traiter ce texte. Les initiateurs seront notamment entendus par les élus. Et selon *l'Aargauer Zeitung*, l'idée d'un contre-projet ferait son chemin du côté des sénateurs.

Robert Cramer (Verts/GE), qui présidera la séance, n'infirmé ni ne confirme cette information. «Nous allons débattre de ce thème. Au final, quatre options sont sur la table. La Commission peut décider de suivre le Conseil fédéral, elle peut aussi soutenir l'initiative, ou encore élaborer un contre-projet direct ou indirect en proposant une modification de la loi. Pour autant que quelqu'un fasse ces propositions.»

Toute cette agitation autour de cette initiative réjouit Manon Schick, directrice d'Amnesty International Suisse, une des organisations qui soutiennent le texte. «Les résultats de ce sondage confirment ceux d'une enquête que

nous avons menée l'an dernier. Il y a une prise de conscience de plus en plus forte de la population. Les préoccupations environnementales se sont notamment réveillées avec l'élection de Trump aux États-Unis. Les Paradise Papers montrent aussi que le laisser faire actuel ne fonctionne pas. Si certaines entreprises jouent le jeu, d'autres continuent à chercher des pistes pour ne pas avoir à répondre de leurs actes lorsqu'elles ne respectent pas les droits humains ou que leurs activités conduisent à des dommages environnementaux.»

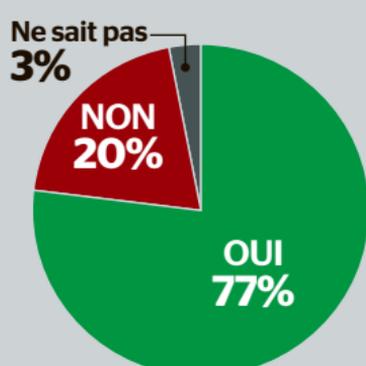
Voit-elle d'un bon œil l'émergence d'un possible contre-projet? «Nous avons réfléchi pendant des années avant d'aboutir à cette initiative. On propose une méthode que nous estimons être la meilleure. Nous ne sommes pas fermés à l'idée d'explorer d'autres solutions. Mais nous ne sommes pas prêts à retirer notre texte au profit d'un projet qui affaiblirait nos revendications. Nous voulons un cadre légal. Les mesures volontaires, ça ne marche pas.»

Les adversaires du texte, eux, sont dos au mur. «Nous ne sommes pas surpris par ce sondage, relate Cristina Gaggini, directrice romande d'EconomieSuisse. Les initiatives commencent toujours très fort avant de marquer le pas. Nous devons bien expliquer pendant la campagne que nous partageons les buts du texte, mais pas les moyens d'y parvenir. Il est clair que les Paradise Papers ne vont pas nous faciliter la tâche. Il faudra toutefois là aussi bien démêler ce qui est légal de ce qui est illégal.»

EconomieSuisse n'est pas non plus très favorable à un contre-projet. «Nous avons étudié cette idée et nous sommes arrivés à la même conclusion que le Conseil fédéral: ce ne serait pas pertinent. C'est ce que nous rappellerons à la commission lundi. Si un contre-projet devait quand même émerger, nous l'examinerions en détail.» **Florent Quiquerez**

Résultat du sondage

Êtes-vous favorable à l'initiative pour des multinationales responsables?



P. FY SOURCE: GFS